



Lettre ouverte des socioprofessionnels de la filière hippique à Monsieur le Premier Ministre Michel Barnier

Le mardi 22 octobre 2024

Alors que les discussions concernant le budget se poursuivent actuellement à l'Assemblée Nationale, les députés et le gouvernement ont dans leur main l'avenir des courses hippiques en France.

Un **projet d'augmentation de la fiscalité** sur les paris hippiques a été évoqué dans des échanges avec le cabinet du Premier ministre et a été proposé ensuite par amendement.

Alors même que notre filière génère **825 millions d'euro** par an dans le budget de l'état, cette mesure conduirait à **impacter nos revenus agricoles** de l'ordre de **80 Millions d'euros**, soit environ – 13 % !

C'est inacceptable !

Cela conduirait à un **effondrement rapide de notre filière qui génère 40 000 emplois** et ces taxes entraîneraient l'effet contraire de ce que veut le Gouvernement !

Si l'amendement en question a été retiré depuis, ne nous y trompons pas, le risque reste majeur.

Le Gouvernement nous met en danger en n'affichant pas une position claire sur le sujet.

Nous attendons au plus vite du Gouvernement une réponse définitive sur l'abandon total de ces mesures, avec la confirmation qu'elles ne sauraient être retenues dans un budget présenté selon les dispositions de l'article 49-3.

La mobilisation de tous - éleveurs, entraîneurs, jockeys et drivers, salariés des entreprises - **est totale et s'exprimera si nécessaire par des manifestations sur le terrain.**

**Ensemble, défendons notre avenir, nos entreprises
et nos emplois dans les territoires !**

Contacts : François-Xavier de CHEVIGNY – Association des Entraîneurs de Galop – fx@aedg.fr
Stéphane MEUNIER – Syndicat des Entraîneurs, Drivers et Jockeys - meunier.sedj@yahoo.com

